

POUR UNE ALLOCATION UNIVERSELLE

« C'est le bon moment d'envisager un revenu universel ! ». Evoquant la situation très tendue de sa ville, le maire de Clichy-sous-Bois a rappelé une proposition audacieuse (Le Monde, 22 avril).

Les dégâts du coronavirus dans les quartiers populaires sont lourds. Certains étaient de vrais déserts médicaux. L'école et les autres services publics y sont déficients. Avec l'épidémie, les distributions alimentaires sont devenues essentielles. Surtout, l'absence d'emploi, donc de revenus, y est affolante.

Revient donc sur le tapis l'idée d'une Allocation universelle pour faire redémarrer l'économie. Elle est due, pour l'essentiel à Jean-Marc Ferry (L'allocation universelle, Cerf, 2016). Loin de renforcer l'assistantat – pour ne pas dire l'incitation à la paresse – cette proposition visait d'abord, pour le philosophe, à donner un filet de sécurité. Elle aurait permis le sauvetage de populations entières, en cas de coup dur comme celui que nous vivons. Mais quels sont ses avantages ?

En théorie, en garantissant un minimum vital, le sens d'initiative de chacun pourrait être libéré. Ainsi l'esprit d'entreprise serait favorisé. Il déconnecterait les revenus des milliers d'emplois qui font défaut en ce moment. Près de 10 millions de personnes sont en chômage partiel. Ce chiffre n'avait jamais été atteint depuis la Seconde Guerre Mondiale. L'économie marchande s'est totalement contractée. Qui va croire que tout peut repartir comme avant ?

Dans ce contexte, la proposition d'allocation universelle reprend tout son sens. Son coût ne serait pas forcément faramineux. Ainsi il ne serait pas seulement question de relancer les PEC (parcours emplois compétences), ou mieux, les emplois aidés. Le tissu associatif supporte l'essentiel de la crise. Ils seraient déjà un ballon d'oxygène. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire réclament leur retour.

En fait, le saupoudrage actuel des aides conduit à un manque de lisibilité et de perspectives. S'il faut reconstruire l'économie, autant faire preuve d'imagination. Mais le veut-on vraiment ? Allant plus loin que Jean-Marc Ferry, Philippe Van Parijs est plus audacieux. De son côté, il propose de faire de l'allocation universelle un socle pour garantir intégralement l'existence. Ainsi, chacun pourrait aller vers une autonomie substantielle, sans se plier à l'Etat pour l'obtention de subsides sociaux. En d'autres termes, il n'aurait plus à faire la mendicité. Celle-ci introduit – tous les travailleurs sociaux en conviennent – de nombreux biais dans l'attribution des aides. Ainsi, chacun pourrait choisir son activité et contribuer à « l'utilité commune » chère au Président de la République. Il y a en effet une véritable hypocrisie d'Etat à proclamer le droit au travail et demeurer incapable de le garantir.

En outre, avec l'allocation universelle, une négociation sérieuse sur le marché de l'emploi serait renforcée. Le demandeur d'emploi, pourrait aussi, à condition d'être stimulé correctement, en position sérieuse d'offreur de travail. Il faut bien le reconnaître, le droit au travail comme droit-crédence est en crise depuis longtemps. Les causes en sont connues : automatisation de la production, mondialisation des échanges, délocalisation des activités, mutations qualitatives de la demande sur le marché du travail, inadaptation chronique de l'offre à la demande, déclassement, contraintes de compétitivité.

A défaut d'un travail pour tous, faut-il promouvoir un revenu pour tous ? Le pape François a montré l'interaction entre les deux : « Il doit être clair que le véritable objectif à atteindre n'est pas le 'revenu pour tous' mais le 'travail pour tous' ! Car sans travail pour tous, il n'y aura pas de dignité pour tous... Sans travail, on peut survivre, mais pour vivre, il faut du travail » (Rencontre du 27 mai 2017 avec le monde du travail à Gênes). L'allocation universelle ne vise pas à supprimer le travail. Mais bien à l'ajuster aux désirs et aux besoins fondamentaux. L'épidémie du coronavirus montre amplement les métiers où le travail devrait être revalorisé, comme le monde du soin, et les secteurs où il fait défaut, l'agriculture de proximité par exemple.

Remettre en marche la machine productive n'est pas une mince affaire. La précipitation et l'approximation règnent. Faute de mieux, l'Etat-providence, après des années de critiques néolibérales, a fait son retour en force. Pour combien de temps ? Une perspective à plus long terme serait de ne pas dissocier l'économie du social ou le subsumer dans le financier. Un pas de géant serait déjà de repenser la dimension anthropologique du travail et les contours de la citoyenneté. La proposition d'allocation universelle peut-elle y contribuer, ou, du moins, fournir un peu plus d'équité et de justice sociale ?

Jean-François PETIT aa

Le 25 avril 2020